

# VERS UN REVEIL

## DU MOUVEMENT OUVRIER ALSACIEN

5

L'Alsace est traditionnellement réputée pour être un bastion du gaullisme. Les dernières élections législatives, malgré une importante progression des partis ouvriers, ont confirmé ce fait. Nous reviendrons dans un article ultérieur sur les raisons qui ont fait de ce qui était avant la première guerre mondiale, un bastion rouge (Bebel était député de Strasbourg) et Liebknecht de Mulhouse) ce qu'elle est actuellement.

La persistance des lois donnant d'immenses avantages aux différents clergés (catholique, protestant, israélite), contribue à mettre la classe ouvrière dans la dépendance de la bourgeoisie. Le clergé catholique possède le tiers environ des terres alsaciennes. La bourgeoisie alsacienne s'efforce d'autre part de capitaliser le mécontentement ouvrier en prenant la tête des revendications et en accusant Paris d'être le responsable de la crise actuelle. Elle fait ainsi d'une pierre deux coups :

1) Elle tente par l'utilisation d'une pression ouvrière d'obtenir pour elle-même des avantages ;

2) Elle détourne la combattivité ouvrière de ce qui devrait normalement être son but : la lutte contre le système capitaliste, représenté par l'Etat gaulliste.

La crise économique et sociale que traverse actuellement l'Alsace et particulièrement le département du Haut-Rhin est en train de modifier les données traditionnelles. La concentration opérée par le patronat met sur le pavé toute une série d'ouvriers dans les mines de potasse, dans le textile. Dans les usines qui ne ferment pas le salaire des ouvriers est particulièrement bas, les horaires sont réduits.

Le nombre des licenciements augmente ; Un nombre croissant d'Alsaciens est obligé d'aller chercher du travail de l'autre côté du Rhin, en Allemagne. C'est la situation des jeunes qui est particulièrement dramatique. Le nombre de jeunes qui ont des difficultés à trouver de l'emploi dans la région même va croissant ; le chômage des jeunes, réalité dans la France actuelle est particulièrement important en Alsace. Ceci aide le patronat à maintenir les bas salaires par la pression qu'exerce le volant de chômage.

C'est pourquoi la manifestation du 26 octobre et les formes qu'elle a prises ont étonné tout le monde. Convoquée à l'appel du cartel de défense des intérêts économiques du Haut-Rhin, groupant la CFDT, FO, le CGC et les associations populaires familiales, les conseillers généraux centre-démocrates, c'est-à-dire une coalition de certains secteurs de la bourgeoisie, avec la fraction la moins avancée du mouvement ouvrier.

La CGT avait été tenue en dehors de la préparation de la manifestation ; grâce à la combattivité des militants ouvriers, elle a pu imposer aux organisateurs son droit à s'adresser à l'ensemble de la manifestation (ce qui n'a pas été sans certaines réticences. La CGC a refusé de prendre la parole, considérant les exigences de la CGT comme un chantage) La presse a relaté cet événement comme suit : "G. Gilbert Muré de la CGT, bien que non organisateur de la manifestation a été démocratiquement invité à prendre la parole". Le premier dépassement de ce qui souhaitaient les organisateurs du cartel de défense des intérêts du Haut-Rhin, allait être suivi d'autres. La manifestation fut très dure et combattive. A l'arrivée, devant la sous-préfecture, les manifestants ont commencé à jeter des pavés et des boulons sur la façade de l'immeuble.